

“Il faut repenser les conditions d'exercice du métier de prof”

■ Vincent Dupriez (UCL) plaide pour que les enseignants soient davantage présents à l'école.

Entretien Stéphanie Bocart

Professeur de Sciences de l'éducation à l'UCL et directeur du Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation (Girsef), Vincent Dupriez vient de publier un nouveau livre : “Peut-on réformer l'école ?”⁽¹⁾. Vaste et complexe question qu'il a accepté de développer et de mettre en lien avec l'actualité pour “La Libre”.

Pourquoi avez-vous entrepris de consacrer un ouvrage au changement pédagogique ?

En tant que chercheur dans le domaine de l'éducation, je peux lire presque toutes les semaines des résultats de recherches menées en Belgique, en Europe et au-delà qui rendent compte de la difficulté de réformer l'école, en particulier quand les réformes portent sur des questions pédagogiques, c'est-à-dire quand elles visent à transformer la manière dont les professeurs font la classe.

En quoi votre livre permet-il de comprendre pourquoi la plupart de ces réformes aboutissent à un échec ?

Le parti que j'ai pris dans ce bouquin est le suivant : si l'on veut comprendre pourquoi les réformes pédagogiques sont si difficiles à mettre en place, il est plus pertinent d'entrer par une analyse organisationnelle et d'essayer de comprendre ce qu'est un système éducatif, comment il est structuré et comment est coordonné le travail en son sein. Ce qui m'amène à définir un concept important : un système éducatif est en fait une structure cellulaire.

C'est-à-dire ?

Dans la plupart des pays du monde, le système éducatif est une juxtaposition d'enseignants qui, sur des horaires déterminés, travaillent avec des groupes d'élèves, mais ne savent pas très bien ce qu'on fait dans la classe d'à côté.

Donc, les structures cellulaires de ce type, où chaque enseignant travaille le plus souvent de manière isolée, avec une autonomie importante – on lui confie des élè-

ves et des objectifs d'apprentissage, mais il a un an pour y parvenir –, sont très propices à des petits changements locaux. Par contre, ce même type de structure cellulaire rend extrêmement complexe le changement planifié à large échelle.

Quelles sont les conditions de réussite d'une réforme ?

Il est important de prendre en considération le fait que la réforme ne sera un succès que si les enseignants sont convaincus de l'intérêt de la réforme. Un dispositif de réforme doit être construit progressivement, en tenant compte des perceptions et des compétences des enseignants, mais aussi des ressources réalistes à leur disposition.

En outre, une réforme ne peut pas parier que sur un seul levier (par exemple, décréter l'interdiction du redoublement). Il ressort très clairement des pays où des réformes pédagogiques permettent de faire avancer les systèmes éducatifs qu'une réforme qui réussit est une réforme qui a mobilisé simultanément et autour des mêmes objectifs une diversité de leviers (la formation initiale et continue des enseignants, ET les conditions de travail dans les établissements, ET les interactions entre enseignants, ET le soutien par le chef d'établissement,...).

Pourriez-vous citer l'exemple d'une réforme qui a été fructueuse ?

Je citerai l'Australie, qui a un système éducatif assez dynamique avec des résultats assez satisfaisants. Dans une école secondaire que j'ai visitée, le directeur m'expliquait qu'il pariait beaucoup sur le travail en équipe de ses enseignants. Ainsi, toutes les semaines, pour toutes les classes de l'établissement, il y a un conseil de classe, où on fait notamment le point sur la situation de chaque élève. A côté de cela, toutes les semaines également, les profs travaillent deux heures sur des groupes thématiques qui sont une sorte de formation continue mais liée à leurs pratiques, le plus souvent avec des experts externes. Cela fait partie d'un dispositif global : en Australie, les profs sont présents tous les jours à l'école de 8 h 30 à 16 h 30, mais ils ont à leur disposition des espaces de travail et des outils informatiques et pédagogiques pour travailler au sein-même de l'établissement.

Revoir le temps de travail des enseignants mais aussi l'architecture scolaire, est-ce possible chez nous ?

Une chose, c'est de pouvoir s'accorder sur la direction à prendre. Autre chose, c'est

d'accepter qu'il faudra y aller par étapes. Il est évident qu'être prof aujourd'hui renvoie à un défi nettement plus exigeant et beaucoup plus complexe qu'il y a une ou deux génération(s). Dès lors, la plupart des acteurs s'accordent pour dire qu'il faut former les enseignants de manière plus ambitieuse. Et l'on sait que l'on va avancer vers une formation de niveau master pour tous les enseignants. C'est dans un tel contexte qu'il y a donc une renégociation globale à avoir, notamment avec les enseignants, sur “Qu'est-ce que votre métier ?”. Des enseignants mieux formés, cela va signifier des enseignants mieux rémunérés, mais il faut sans doute repenser les conditions d'exercice du métier. Peut-être qu'on ne doit pas aller vers le modèle australien, mais je pense qu'il faut aller vers une redéfinition qui accroisse la présence des enseignants dans les écoles et leur permette plus facilement de travailler entre collègues et d'avoir des temps de formation en-dehors des heures de classe. Cela doit être évidemment discuté avec les enseignants et les syndicats.

Une réforme a-t-elle porté ses fruits en Belgique francophone ?

Oui. Je pense à “Décolage 1” (NdIR : un projet qui vise à lutter contre le maintien et le redoublement des élèves de 2,5 à 12 ans) qui est une initiative qui va dans le bon sens, dans la mesure où elle tente de combiner un soutien aux enseignants et une autonomie pédagogique locale. Mais à présent, il faut aller plus loin : il faut notamment investir dans la construction plus systématique d'outils didactiques pour tous les niveaux d'enseignement et accompagner les enseignants dans l'appropriation de ces outils.

La ministre Milquet (CDH) a lancé un vaste processus en vue d'améliorer la qualité de notre enseignement : le Pacte pour un enseignement d'excellence. Qu'en pensez-vous ?

Pour moi, le Pacte n'est pas un projet de réforme; c'est un dispositif très ouvert. J'ai d'abord été un peu étonné par l'absence d'un projet clair pour l'école ou de l'ouverture d'un débat préalable sur celui-ci. Mais c'est le pari de la ministre : le Pacte ouvre énormément d'enveloppes en même temps et c'est aux acteurs à oc-

cuper les espaces qui vont se construire et à y faire des propositions intéressantes. Si l'autorité politique prend au sérieux les propositions qui seront formulées et si les acteurs acceptent par ailleurs de questionner leur "pré carré", cela peut devenir une opportunité intéressante.

→ (1) *"Peut-on réformer l'école ? Approches organisationnelle et institutionnelle du changement pédagogique"*, Vincent Dupriez, De Boeck, 2015, 178 p., 28 euros.

VINCENT DUPRIEZ
Directeur du Girsef (UCL)